

2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : préserver le redressement de la croissance dans un contexte de montée des risques¹

La croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devrait se poursuivre à un rythme modeste en 2018 puis s'affermir légèrement sur le moyen terme. Toutefois, la croissance est inégale et devrait rester faible par rapport aux tendances passées, tandis que le chômage demeure élevé. Par ailleurs, l'augmentation des prix du pétrole pèse sur des soldes extérieurs et budgétaires déjà faibles. Les perspectives sont de plus en plus assombries par le resserrement des conditions financières internationales, les accès de volatilité sur les marchés financiers et la montée des tensions commerciales dans le monde. Il convient de continuer à renforcer les cadres d'action afin de remédier aux facteurs de vulnérabilité et d'améliorer la résilience économique face aux risques croissants. Pour accélérer la croissance, la rendre plus durable et lui donner une assise plus large, les pays doivent persister dans la mise en œuvre de réformes structurelles et institutionnelles destinées à améliorer la compétitivité, à stimuler l'investissement et la productivité, et à promouvoir un secteur privé dynamique et créateur d'emplois.

Il faut améliorer la résilience

La croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP se poursuit à un rythme modéré, sous l'effet des réformes en cours et de la bonne tenue de la demande extérieure. Toutefois, la persistance des lacunes structurelles, le niveau élevé de la dette publique, la marge d'action restreinte et les retombées des conflits régionaux et de l'incertitude régionale constituent autant de vents contraires pour la croissance et la poursuite des réformes. De plus, l'environnement extérieur se fait moins favorable, car les conditions financières internationales se resserrent et la croissance se tasse chez les principaux partenaires économiques .

Les perspectives sont de plus en plus assombries par des poussées de volatilité sur les marchés financiers, notamment celles engendrées par l'évolution de la situation en Turquie, qui peuvent accentuer l'aversion pour le risque, et

générer des pressions sur les flux de capitaux et des incertitudes liées à la montée des tensions commerciales dans le monde (voir encadré 1).

Ces facteurs soulignent l'importance de réformes soutenues qui renforcent la résilience économique. Dans ce contexte, la région se retrouvera confrontée à deux grands défis : consolider la reprise, au vu en particulier de l'augmentation des prix du pétrole, et arriver à une croissance plus robuste et plus inclusive, dans le but notamment de remédier aux problèmes persistants du chômage et de l'inégalité.

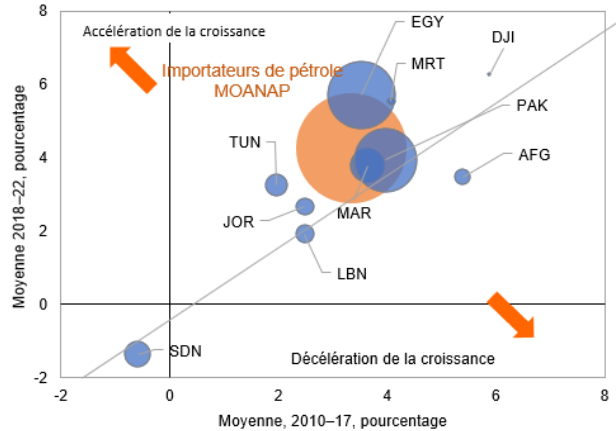
Une reprise lente et inégale est en cours

La croissance dans la région devrait atteindre 4,5 % en 2018, contre 4,1 % en 2017, avant de ralentir à 4 % en 2019 (graphique 2.1). Le maintien d'une croissance solide en Égypte et au

¹ Préparé par Boaz Nandwa, avec l'assistance de Gohar Abajyan et Sebastian Herrador Guzman.

Pakistan au cours de l'exercice 2018 tire la croissance globale de la région vers le haut, ce qui masque une croissance plus faible et plus fragile dans d'autres pays, en particulier ceux touchés par le conflit ou ses répercussions (Afghanistan, Jordanie, Liban, Somalie ; voir

Graphique 2.1
Des rythmes de croissance du PIB divergents
(croissance du PIB réel, pourcentage)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : la taille des bulles représente le poids dans le PIB régional. Les abréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). MOANAP = Moyen Orient, Afrique du Nord, Afghanistan, et Pakistan.

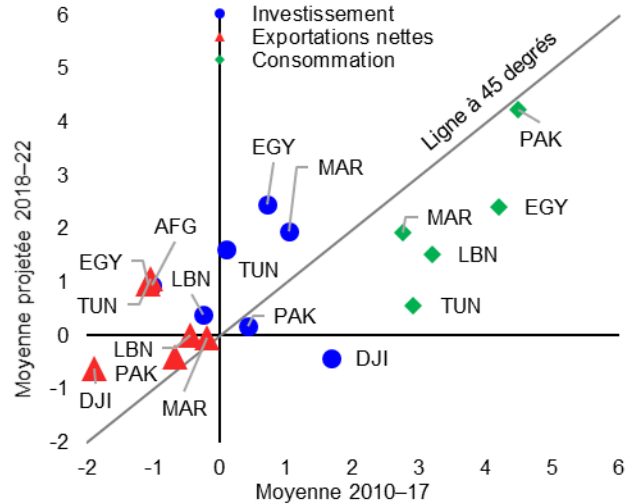
l'encadré 1.1 dans le chapitre 1).

Le récent redressement de la consommation publique dans certains pays (Afghanistan, Pakistan), et la relative stabilité de la consommation privée dans la région ont stimulé modérément la croissance. L'expansion du crédit (Pakistan, Tunisie) et l'amélioration de la sécurité (Pakistan) ont également bénéficié à la croissance en favorisant l'investissement privé. Ces évolutions ont contribué ensemble à compenser les effets négatifs d'une production agricole en berne (Maroc, Mauritanie), de l'incertitude entourant l'action des pouvoirs publics (Liban, Pakistan, Tunisie), des risques sécuritaires (Afghanistan, Somalie, Tunisie), et des répercussions des conflits régionaux (Jordanie, Liban).

Hormis en Égypte et en Tunisie, la demande intérieure va de plus en plus devenir le principal moteur de la croissance, les contributions du secteur extérieur perdant peu à peu de leur

vigueur (graphique 2.2). Plusieurs facteurs vont soutenir la consommation privée — notamment l'augmentation des envois de fonds (Égypte, Liban, Tunisie), des dons et des transferts sociaux

Graphique 2.2
Contributions à la croissance du PIB réel¹
(pourcentage)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les abréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).
¹ La contribution de la consommation de l'Afghanistan à la croissance du PIB réel est de 10,3 % pour 2010-17, et de 3,7 % pour 2018-22. La contribution de Djibouti à la croissance du PIB réel est de 5,8 % pour 2010-17, et de 6,9 % pour 2018-22.

(Tunisie) — sur fond de hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation.

L'investissement privé devrait augmenter dans certains pays (Égypte, Tunisie), grâce à l'amélioration de la confiance. Néanmoins, la persistance de l'incertitude entourant l'action des pouvoirs publics et de déséquilibres macroéconomiques dans certains pays (Liban, Pakistan, Soudan, Tunisie), ainsi que le resserrement des conditions financières, mettent en exergue des risques pour l'investissement privé et donc pour les perspectives d'une croissance plus équilibrée et à l'assise plus large (voir chapitre 5).

Les prévisions de croissance pour 2018–19 ont été revues à la baisse dans près de la moitié des pays par rapport à la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* de mai 2018. Cela s'explique par une production agricole affaiblie par la sécheresse (Mauritanie), des dérapages de la politique économique et des déséquilibres extérieurs (Liban, Maroc, Pakistan, Soudan), et la faiblesse de la production du secteur des industries extractives (Mauritanie).

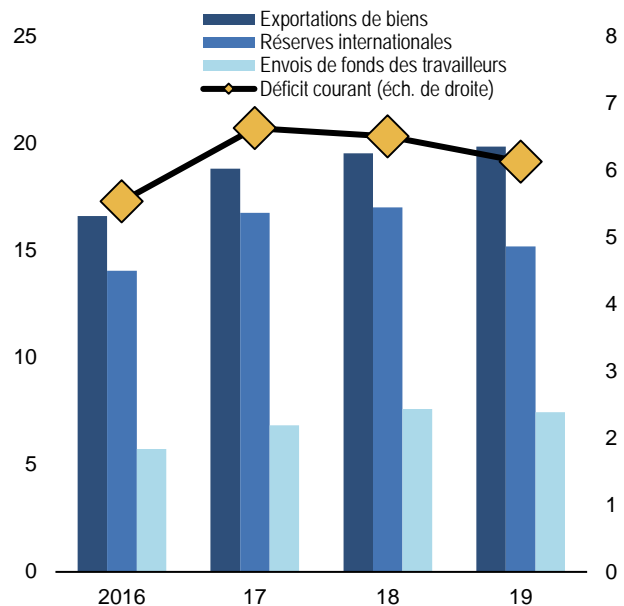
Les autorités de la région doivent poursuivre les réformes structurelles en cours et accélérer d'autres réformes visant à renforcer la résilience de la reprise et à poser les jalons d'une accélération de la croissance à moyen terme. Plus spécifiquement, l'achèvement des réformes des subventions, l'amélioration de la gouvernance et de la compétitivité, et l'optimisation du climat des affaires, ainsi que le traitement de déséquilibres macroéconomiques dans certains pays réduiraient l'incertitude et stimuleraient la confiance.

Les soldes extérieurs s'améliorent, mais la vulnérabilité s'accroît

La croissance régulière des exportations a contribué à atténuer l'impact de l'augmentation des prix du pétrole sur le solde extérieur de la région. Le déficit courant devrait reculer à 6,5 % du PIB en 2018, par rapport à 6,6 % l'an dernier, avant de baisser encore à 6,1 % en 2019 (graphique 2.3). La croissance annuelle des exportations en 2018 devrait plus que doubler par rapport à l'an dernier pour atteindre 15,4 %, dépassant ainsi la croissance des importations, qui s'élève à 10,1 %, contre 8 % en 2017. Cette poussée est surtout à mettre au crédit de l'Égypte, qui a bénéficié des effets de base de l'amenuisement des déséquilibres macroéconomiques au cours de la période 2016–17 et de l'amélioration du climat des affaires. De

plus, les arrivées de touristes ont augmenté progressivement grâce aux améliorations du contexte sécuritaire, à la baisse du taux de change, et à la reprise des vols directs en provenance de Russie. De façon plus générale, la croissance en Europe a soutenu l'accroissement des exportations dans l'ensemble de la région.

Graphique 2.3
Indicateurs extérieurs pour les importateurs de pétrole de la région MOANAP
(pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI
Note : MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan, et Pakistan.

Les répercussions positives du rebond des économies du Conseil de coopération du Golfe, par la voie des exportations, du tourisme, de l'investissement direct étranger et des envois de fonds, devraient également soutenir les secteurs extérieurs dans la région. L'exception à la règle est le Pakistan, où une politique économique imprudente a fait exploser les importations et a creusé le déficit courant.

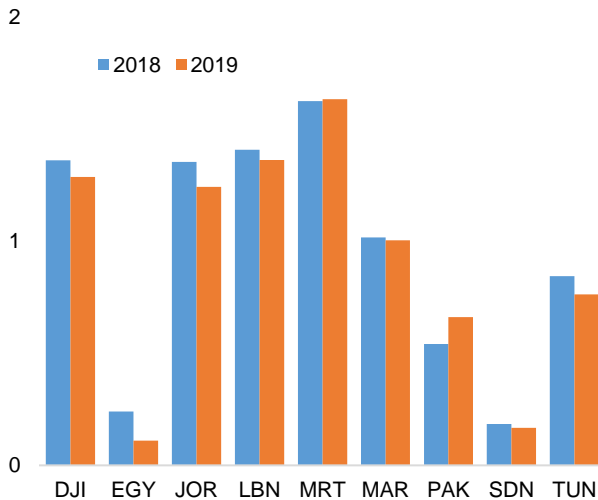
Cependant, la forte dépendance à l'égard des importations de pétrole (en part des importations et du PIB) a exposé de nombreux pays à de nouvelles augmentations des prix internationaux des combustibles. Par exemple, si les prix du pétrole venaient à augmenter de 10 dollars sur

l'année 2019 (au lieu de rester stables), les déficits courants dans la région pourraient se détériorer de 0,1 à 1,6 % du PIB (graphique 2.4).

Graphique 2.4

Déficit courant : impact des chocs des prix du pétrole¹

(pourcentage du PIB, déviation par rapport à la référence du PER Moyen-Orient et Asie centrale)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : PER = Perspectives économiques régionales. Les abréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

¹ On entend par chocs des prix du pétrole une augmentation de 10 dollars des prix du pétrole par rapport au scénario de référence. On part également du principe que le volume des importations et exportations de pétrole n'a pas varié en raison de fluctuations des prix.

Le financement officiel bilatéral et multilatéral a aidé à la constitution de matelas de réserves dans plusieurs pays (Égypte, Jordanie, Pakistan, Somalie, Tunisie). Toutefois, malgré les progrès réalisés au niveau des soldes courants, les réserves ont continué de décliner dans certains pays depuis début 2018. La poursuite de l'appréciation du dollar et la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis pourraient accentuer les pressions sur les sorties de capitaux. Combiné avec l'augmentation des factures de pétrole, ce phénomène pourrait intensifier les tensions sur les réserves dans certains pays, notamment ceux qui ont des besoins considérables de financement extérieur (Pakistan, Soudan).

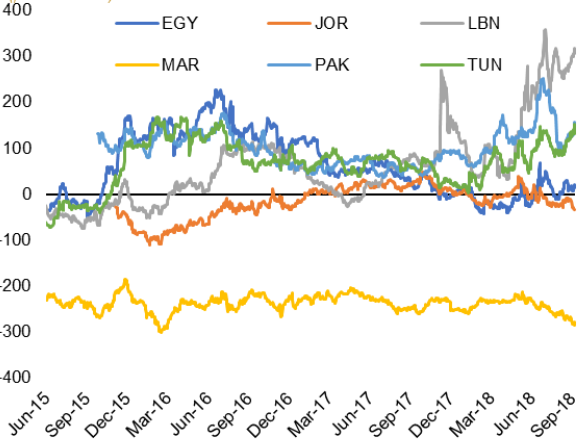
Les conditions financières reflètent l'augmentation des risques mondiaux et régionaux

Dans la plupart des cas, les banques de la région sont stables, liquides et bien capitalisées. La croissance du crédit au secteur privé reste modeste, ce qui tient à la fragilité de la croissance et à la prévalence du financement de l'État par les banques de la région. Sous l'effet du resserrement et de la volatilité des conditions financières dans le monde, l'environnement de crédit va se faire plus complexe, ce qui limitera peut-être le rayon d'action du secteur financier dans le soutien de la croissance.

Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont émis environ 12 milliards de dollars d'obligations souveraines au cours du premier semestre 2018, ce qui couvre environ deux tiers des emprunts prévus sur l'année et représente près de 3 milliards de plus par rapport à 2017. Cela reflétait des emprunts de 6,5 et 5,5 milliards de dollars de la part de l'Égypte et du Liban respectivement, sur fond de conditions de financement extérieur favorables en début d'année. Le marché anticipe des émissions de la part d'autres pays de la région d'ici à la fin de l'année. Toutefois, ces derniers pourraient rencontrer des difficultés du fait du resserrement des conditions financières dans les pays émergents (voir les *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2018). En effet, les écarts de rendement des obligations souveraines des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP se sont globalement élargis de 50 à 300 points de base depuis avril, sous l'effet combiné de la montée de l'incertitude et de la baisse de l'appétit pour le risque dans le monde, notamment en raison de l'évolution géopolitique et économique en Turquie (graphique 2.5). Le resserrement des conditions financières mondiales pourrait alourdir les fardeaux extérieurs et budgétaires (Liban, Pakistan, Tunisie), tout en mettant à mal les bilans des banques et des entreprises privées.

Graphique 2.5

Importateurs de pétrole MOANAP : écarts de taux sur les obligations souveraines par rapport à l'EMBI¹



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.

Note : les abréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). MOANAP = Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan. EMBI = Emerging Market Bond Index.

¹ Différence entre les rendements obligataires internationaux à long terme des pays et le rendement obligataire du JPMorgan EMBI.

La dette publique étant élevée, un rééquilibrage propice à la croissance reste nécessaire

Les récentes tendances budgétaires sont encourageantes. Le déficit budgétaire moyen a chuté d'un sommet de plus de 9 % du PIB en 2013 à 6,6 % du PIB en 2018 (projection). Le déficit devrait continuer de baisser jusqu'à 6,3 % du PIB en 2019 sous l'effet d'une hausse des recettes, de réductions continues des dépenses primaires et d'une rationalisation des dépenses d'équipement (graphique 2.6).

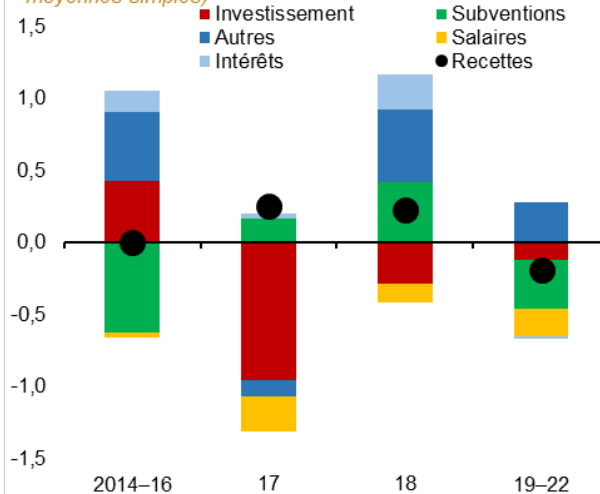
En 2017, le rééquilibrage budgétaire a ciblé les dépenses, avec notamment des réductions des dépenses d'équipement, la diminution ou le gel des masses salariales de la fonction publique (Tamirisa et Duenwald, 2018), et les dépenses sur les biens et les services. Toutefois, l'inversion des efforts de réduction des subventions dans un contexte d'augmentation des prix du pétrole, ainsi que les augmentations des services de la dette devraient mettre à mal les soldes budgétaires en 2018.

Les pays ont également cherché à augmenter les recettes en relevant ou en rationalisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée (Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie), en supprimant les exonérations fiscales (Jordanie, Maroc), en modernisant l'administration fiscale (Afghanistan, Mauritanie, Maroc, Tunisie), et en rationalisant les droits de douane (Djibouti, Mauritanie, Tunisie). Si l'augmentation des dépenses consacrées aux dispositifs de protection sociale a contribué à atténuer l'impact du rééquilibrage budgétaire sur les populations pauvres, des tensions sociales demeurent dans quelques pays (Jordanie, Tunisie).

Graphique 2.6

Variations des dépenses et recettes publiques¹

(pourcentage du PIB, variation par rapport à l'année précédente, moyennes simples)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

¹ Hors Jordanie, Pakistan et Tunisie par manque de données.

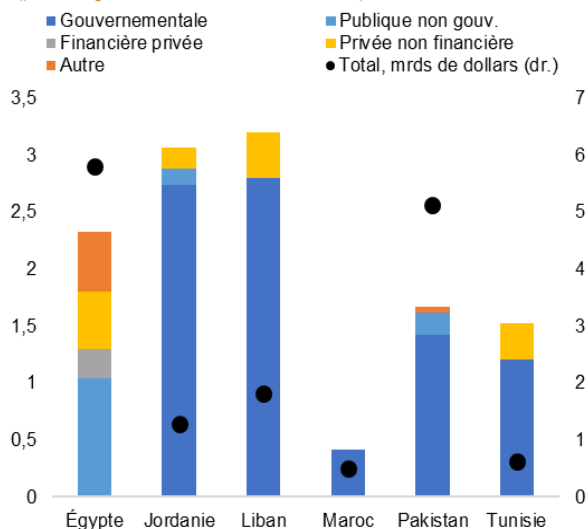
Malgré ces mesures, des facteurs de vulnérabilité importants persistent. La dette publique reste élevée, ce qui ne laisse que peu d'espace budgétaire aux pays pour absorber des coûts de financement en hausse et l'impact de l'augmentation des prix du pétrole. La dette publique va dépasser 90 % du PIB dans près de la moitié des pays de la région en 2018. Une grande partie de cette dette (52 %) est libellée en devises étrangères et un montant élevé arrive bientôt à échéance (graphique 2.7). De plus, les paiements

d'intérêts sont considérables et en hausse, absorbant plus de 20 % des recettes en 2017, contre 17 % en 2016. Le volume de ces obligations liées aux intérêts limite la capacité à utiliser d'éventuelles économies ou recettes supplémentaires pour accroître les dépenses propices à la croissance (voir chapitre 4).

Graphique 2.7

Dettes extérieures à échéance en 2018 : S2-2019

(pourcentage du PIB 2018, sauf mention contraire)



Sources : Dealogic ; calculs des services du FMI.
Note : S2 = deuxième semestre.

Il sera plus difficile, à l'avenir, de maintenir le rythme du rééquilibrage budgétaire dans un contexte de resserrement des conditions financières. L'élargissement de la base d'imposition, la réduction des exonérations fiscales, l'utilisation accrue de la technologie dans la perception de l'impôt (numérisation) et la révision des seuils de revenu imposable pourraient améliorer l'équité et permettre une meilleure mobilisation des recettes (voir chapitre 4). Il sera primordial d'achever les réformes des subventions énergétiques, en adoptant notamment des mécanismes d'ajustement automatique des prix du carburant (Égypte, Tunisie), afin d'éviter le risque de retour en arrière et de créer de l'espace pour un accroissement des dépenses favorables à la croissance. Parallèlement, il conviendra d'améliorer l'efficacité des dépenses en

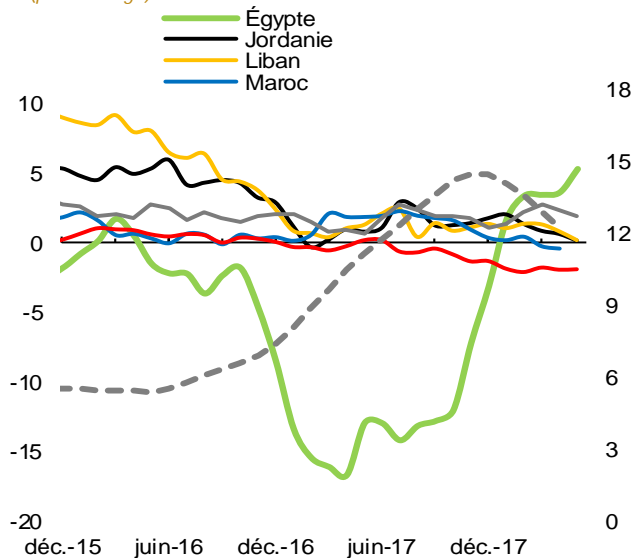
renforçant l'évaluation, la priorisation et la mise en œuvre des projets d'infrastructure. Les conditions financières devenant plus incertaines dans le monde, l'expansion des marchés obligataires intérieurs pourrait aider à réduire les risques de financement à l'avenir.

Les tensions inflationnistes sont modestes sur fond de hausse des prix de l'énergie

La trajectoire de l'inflation régionale devrait se tasser à 10,3 % en 2018, contre 14,4 % l'an dernier, et elle devrait s'inscrire en baisse à moyen terme. Cependant, on note des disparités considérables. La plupart des pays présentent des taux d'inflation faibles à un chiffre, six d'entre eux affichant un taux inférieur à 6 %. Pour l'heure, la combinaison de l'administration des prix dans certains pays, de l'absence d'ajustements automatiques des prix du carburant, et de la stabilité relative des prix de l'alimentation a permis de contenir les tensions inflationnistes malgré l'augmentation des prix du pétrole.

Les autorités monétaires de la région ont dans leur grande majorité adopté une politique neutre ou de resserrement (Égypte, Jordanie, Tunisie ; graphique 2.8), ce qui se justifie globalement. Toutefois, elles devront faire preuve de vigilance par rapport à une poussée de l'inflation et se tenir prêtes à contenir les anticipations d'inflation si des effets secondaires de la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation se matérialisent. Dans certains pays (Liban, Pakistan, Soudan), de nouveaux rééquilibrages budgétaires seront nécessaires pour maîtriser le financement par les banques centrales et limiter les répercussions inflationnistes. La marge de la politique monétaire est également limitée par la nécessité

Graphique 2.8
Taux directeurs réels et inflation
(pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : le taux directeur réel pour le Liban est calculé en utilisant les taux de dépôt moyens. L'inflation est l'inflation moyenne du PIB PPA pondérée sur

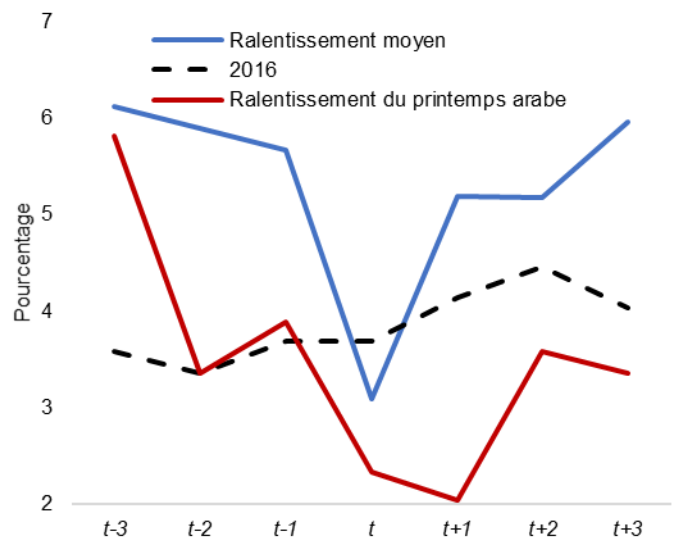
de rester vigilant à d'éventuelles sautes d'humeur du marché dans les pays émergents qui déclencheraient des sorties de capitaux ou de la volatilité au niveau des taux de change.

La croissance à moyen terme est trop faible pour s'attaquer aux problèmes de l'emploi

La reprise économique de la région devrait rester progressive et être beaucoup plus lente que lors d'épisodes précédents (graphique 2.9). La croissance à moyen terme devrait s'établir autour de 4,3 % sur la période 2020–23, soit bien en dessous de la moyenne de 5 % de la période 2000–10. Seul un quart des pays de la région devrait dépasser un taux moyen 5 % sur le moyen terme, ce qui est insuffisant pour améliorer les niveaux de vie et répondre aux besoins du marché du travail.

La croissance réelle par habitant dans la région a été nettement plus faible que dans d'autres pays à faible revenu et revenu intermédiaire au cours de la dernière décennie, et l'écart s'est creusé ces

Graphique 2.9
Une reprise de la croissance lente et fragile¹

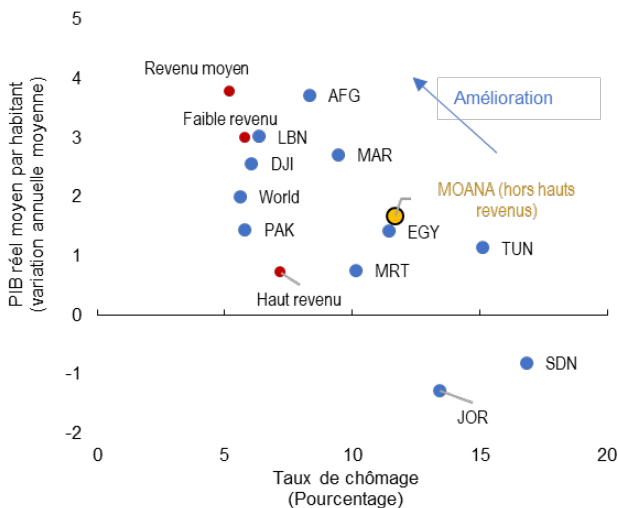


Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : t représente l'année d'un ralentissement ou d'un événement déclenchant le ralentissement. MOANAP = Moyen-Orient et Asie centrale, Afghanistan et Pakistan.
¹ La série du ralentissement moyen comprend les observations de croissance du PIB réel des importateurs de pétrole de la région MOANAP pour 1967, 1971, 1977, 1984, 1989, 1993, 2002, et 2009 ainsi que les années correspondantes avant et après chaque ralentissement.

derniers temps (graphique 2.10). Dans le même temps, le chômage élevé, qui s'inscrivait en moyenne au-dessus de 10 % en 2017 dans la plupart des pays, fait augmenter les coûts économiques et sociaux, et demeure une préoccupation majeure dans une région où plus de la moitié de la population est âgée de moins de 30 ans.

Pour relever les revenus par habitant au niveau de ceux des pays émergents et des pays en développement comparables, et absorber les personnes aujourd'hui sans emploi et les nouveaux arrivants sur le marché du travail à moyen terme, il faudrait que la croissance annuelle atteigne 7 % (graphique 2.11). De nombreux facteurs bridant le développement des possibilités d'emploi — secteurs publics de grande taille, inadéquation des compétences et faible productivité — pèsent aussi sur la croissance économique de façon plus globale.

Graphique 2.10
Chômage et croissance du PIB réel par habitant, 2008–17
 (Pourcentage)



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* ; et Nations Unies et Organisation internationale du travail.
 Note : les abréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). MOANA = Moyen-Orient, Afrique du Nord et Afghanistan.

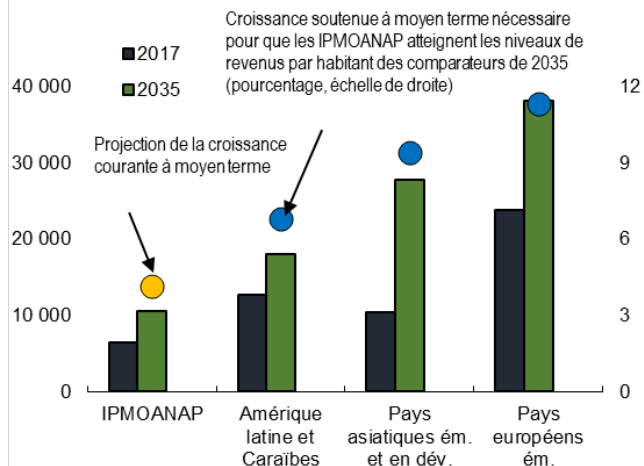
La marge de manœuvre est restreinte : il faut poursuivre les réformes structurelles pour réaliser une croissance durable et inclusive

Outre la poursuite du rééquilibrage budgétaire, un certain nombre de réformes structurelles complémentaires s'imposent pour relever le potentiel économique de la région, créer des emplois et favoriser l'inclusion (voir chapitres 4 et 5) :

- Améliorer le climat des affaires** : plusieurs pays ont adopté des lois qui facilitent la création, l'exploitation et la fermeture d'entreprises. En appliquant leurs nouvelles lois encadrant la faillite et l'insolvabilité, l'Égypte et la Tunisie ont cherché à faciliter la restructuration des entreprises défaillantes. L'Égypte prend également des mesures pour faciliter l'amélioration de l'accès aux terrains industriels pour les entreprises. Elle va par ailleurs vendre des parts minoritaires de cinq entreprises publiques cette année afin de réduire le rôle de l'État dans l'économie.

- Renforcer la gouvernance et les institutions** : conscients que la corruption peut avoir un impact négatif sur le rythme des réformes, le coût des transactions commerciales et l'investissement privé (FMI, 2017 ; voir également le chapitre 5), certains pays mettent en place des dispositifs de lutte contre la corruption, en adoptant notamment des législations dans ce domaine (Afghanistan, Mauritanie, Tunisie). Ils améliorent également la transparence et la responsabilité des entreprises publiques, tout en favorisant la concurrence en adoptant des réglementations destinées à normaliser les procédures de passation de marchés publics et en renforçant les compétences de l'autorité en charge de la concurrence (Égypte).

Graphique 2.11
En quête d'une plus forte croissance
 (revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat, dollars constants de 2012)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; autorités nationales ; Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde ; estimations des services du FMI.
 Note : IPMOANAP = importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

- Adopter des réformes sur le marché du travail** : les déficits et inadéquations de compétences, ainsi que l'inefficience des marchés du travail, entravent la productivité et limitent la capacité des entreprises à être compétitives ou à générer davantage d'emplois. Le niveau d'instruction et les acquis d'apprentissage dans les pays importateurs de pétrole de la région

MOANAP restent faibles par rapport à ceux des autres pays émergents. Il convient d'améliorer l'efficacité des dépenses dans l'éducation et de les orienter vers les résultats afin de stimuler la productivité, mais aussi de générer une croissance plus inclusive et plus équitable. Certains pays (Maroc) sont en train de reconfigurer leur système d'enseignement, en liant la formation professionnelle aux déficits de compétences dans le secteur privé. Par ailleurs, les réformes de la réglementation du travail pourraient contribuer à dynamiser le marché du travail (Maroc) et à réduire l'activité du secteur informel, soutenant ainsi le secteur privé. Des réformes des régimes de retraite pourraient également encourager la recherche d'emploi dans le secteur privé (Maroc, Tunisie).

- *Réduire l'ampleur du secteur informel* : de larges pans de l'économie de la région sont dominés par le secteur informel, qui se caractérise par sa faible productivité, le secteur formel ne représentant qu'un tiers de l'emploi dans la région. Les entreprises ne dépassant pas les cinq salariés prédominent dans le secteur privé en Égypte (60 %), en Jordanie (40 %) et en Tunisie (37 %). Or le secteur informel a du mal à accéder au crédit, aux opportunités du marché et aux services publics, ce qui limite la vitalité du secteur privé. De par leurs restrictions, les réglementations du marché du travail empêchent les entreprises de se développer et de faire ainsi des économies d'échelle, contraignant la plupart des petites affaires au secteur informel. De plus, l'État se prive de recettes, car ce secteur échappe souvent à la fiscalité (voir chapitre 4).
- *Adopter des réformes favorisant l'amélioration de la productivité* : des réformes macroéconomiques et structurelles visant à améliorer la compétitivité au moyen

d'ajustements des taux de change (Tunisie), de facilitation de l'accès au crédit (Égypte, Maroc, Pakistan) et aux terrains industriels (Égypte), et de diversification de l'économie (Mauritanie), entre autres, doteraient le secteur privé d'atouts plus efficaces face à la concurrence, ce qui lui permettrait d'exploiter la demande extérieure. Une récente étude souligne que les réformes portant sur le climat des affaires qui génèrent une augmentation de 1 point sur l'indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial pour les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord se traduiraient par une croissance de la productivité de l'ordre de 1,4 point de pourcentage (Purfield *et al.*, 2018).

Les aléas restent de nature baissière

Les perspectives restent vulnérables aux fluctuations des prix du pétrole, à l'évolution des conditions financières, à la trajectoire de la croissance mondiale et des perspectives commerciales, et au contexte géopolitique.

La combinaison d'une dette publique élevée et de la montée des charges d'intérêts expose les finances publiques à une augmentation des prix du pétrole par le biais de subventions énergétiques. L'augmentation des prix du pétrole amenuiserait également les gains au niveau des soldes extérieurs, ce qui menacerait les pays dont les réserves internationales baissent. Un resserrement soudain des conditions financières mondiales et un revirement de l'appétit pour le risque renforceraient les pressions extérieures et budgétaires, en particulier dans les pays présentant des volumes élevés d'obligations extérieures arrivant à échéance. De même, une montée des tensions commerciales, synonyme de perte de confiance généralisée, ébranlerait la croissance mondiale, affecterait les marchés

financiers et l'appétit pour le risque, et exposerait des fragilités chez les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Les pays ayant un régime de change plus flexible seront mieux armés pour absorber les chocs extérieurs que ceux dont le régime de change est fixe ou fortement encadré.

Par ailleurs, il subsiste un certain nombre de risques régionaux et intérieurs spécifiques. Plus précisément, la détérioration des conditions de sécurité ou des tensions sociales (Afghanistan,

Liban, Somalie, Tunisie) et l'amplification des répercussions des conflits régionaux (Jordanie, Liban, Tunisie) pourraient affaiblir l'activité économique. Les tensions politiques et sociales pourraient se traduire par un ralentissement dans la mise en œuvre des réformes, au détriment de la résilience économique et de la croissance inclusive. Enfin, les pays dans lesquels le secteur agricole contribue largement à la croissance (Afghanistan, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie) restent vulnérables aux événements météorologiques.

Bibliographie

International Monetary Fund (IMF). 2017. “The Role of the Fund in Governance Issues – Review of the Guidance Note – Preliminary Considerations.” International Monetary Fund, Washington, DC.

Purfield, C., H. Finger, K. Ongley, B. Baduel, C. Castellanos, G. Pierre, V. Stepanyan, and E. Roos. 2018. “Opportunity for All: Promoting Growth and Inclusiveness in the Middle East and North Africa.” IMF Departmental Paper 18/11, International Monetary Fund, Washington, DC.

Tamirisa, N., and C. Duenwald. 2018. “Public Wage Bills in the Middle East and Central Asia Region.” IMF Departmental Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.

Importateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne 2000-14	2015	2016	2017	Projections	
					2018	2019
Croissance du PIB réel	4,3	3,7	3,7	4,1	4,5	4,0
<i>(Variation annuelle, pourcentage)</i>						
Afghanistan	...	1,0	2,2	2,7	2,3	3,0
Cisjordanie et Gaza ³	3,8	3,4	4,1	3,1	1,4	1,4
Djibouti	4,0	6,5	6,5	6,7	6,7	6,7
Égypte	4,3	4,4	4,3	4,2	5,3	5,5
Jordanie	5,2	2,4	2,0	2,0	2,3	2,5
Liban	4,5	0,2	1,7	1,5	1,0	1,4
Maroc	4,5	4,5	1,1	4,1	3,2	3,2
Mauritanie	4,8	0,4	1,8	3,5	2,5	5,2
Pakistan	4,3	4,1	4,6	5,4	5,8	4,0
Somalie	1,0	3,9	4,4	2,3	3,1	3,5
Soudan ¹	3,1	1,3	3,0	1,4	-2,3	-1,9
Syrie ²	4,3	.	.	.	.	.
Tunisie	3,6	1,2	1,1	2,0	2,4	2,9
Inflation	6,0	6,5	7,5	14,4	10,3	10,3
<i>(Moyenne annuelle, pourcentage)</i>						
Afghanistan	...	-0,7	4,4	5,0	3,0	4,0
Cisjordanie et Gaza ³	3,5	1,4	-0,2	0,2	0,8	1,5
Djibouti	3,5	2,1	2,7	0,7	1,0	2,5
Égypte	4,2	10,4	13,8	29,5	13,9	12,6
Jordanie	3,9	-0,9	-0,8	3,3	4,5	2,3
Liban	3,1	-3,7	-0,8	4,5	6,5	3,5
Maroc	1,6	1,5	1,6	0,8	2,4	1,4
Mauritanie	5,8	0,5	1,5	2,3	3,8	3,9
Pakistan	8,8	4,5	2,9	4,1	3,9	7,5
Somalie	...	.	.	.	.	.
Soudan ¹	16,2	16,9	17,8	32,4	61,8	49,2
Syrie ²	4,9	.	.	.	.	.
Tunisie	3,8	4,9	3,7	5,3	8,1	7,5
Solde budgétaire global de l'administration centrale	-5,8	-7,1	-7,2	-6,3	-6,6	-6,3
<i>(Pourcentage du PIB)</i>						
Afghanistan ⁴	...	-1,4	0,1	-0,6	-0,5	0,1
Cisjordanie et Gaza ³	-21,7	-11,4	-8,1	-8,1	-8,3	-10,4
Djibouti	-2,6	-21,7	-11,5	-6,1	-4,4	-2,1
Égypte	-8,0	-11,4	-12,0	-10,6	-9,5	-8,1
Jordanie ⁵	-5,5	-5,3	-3,2	-2,6	-2,9	-2,7
Liban ⁴	-11,3	-7,5	-8,8	-6,0	-9,7	-10,5
Maroc ⁴	-4,2	-4,2	-4,5	-3,6	-3,2	-3,0
Mauritanie ^{4,6}	-2,6	-3,4	-0,5	0,0	0,1	-0,1
Pakistan ⁷	-4,7	-5,3	-4,4	-5,7	-6,5	-6,9
Somalie	...	.	.	.	.	.
Soudan ¹	-1,2	-1,8	-1,6	-1,5	-3,5	-3,3
Syrie ²	...	.	.	.	.	.
Tunisie ⁸	-3,2	-5,3	-5,9	-5,9	-5,2	-3,7
Solde courant	-2,2	-4,3	-5,5	-6,6	-6,5	-6,1
<i>(Pourcentage du PIB)</i>						
Afghanistan	...	2,9	7,3	5,0	5,1	0,8
Cisjordanie et Gaza ³	-17,3	-16,3	-10,1	-10,9	-12,7	-13,4
Djibouti	-9,2	-31,8	-9,4	-13,8	-14,3	-14,8
Égypte	0,0	-3,7	-6,0	-6,3	-2,6	-2,4
Jordanie	-6,2	-9,1	-9,5	-10,6	-9,6	-8,6
Liban	-16,0	-18,3	-21,7	-22,8	-25,6	-25,5
Maroc	-3,5	-2,1	-4,2	-3,6	-4,3	-4,5
Mauritanie	-14,3	-19,8	-15,1	-14,4	-16,0	-17,2
Pakistan	-1,3	-1,0	-1,7	-4,1	-5,9	-5,3
Somalie	-4,3	-4,7	-6,3	-6,6	-6,3	-5,7
Soudan ¹	-7,5	-8,3	-7,6	-10,5	-14,2	-13,1
Syrie ²	-0,4	.	.	.	.	.
Tunisie	-4,5	-8,9	-8,8	-10,5	-9,6	-8,5

Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services du FMI.

Note : variables reportées sur une base d'exercice budgétaire pour l'Afghanistan (21 mars/20 mars) jusqu'en 2011, et 21 décembre/20 décembre par la suite, et l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin), sauf pour l'inflation.

¹ Les données pour 2011 excluent le Soudan du Sud après le 9 juillet. Les données pour 2012 et les années ultérieures se rapportent au Soudan actuel.

² Les données 2011-19 excluent la Syrie.

³ La Cisjordanie et Gaza n'étant pas membre du FMI, ils ne sont inclus dans aucun des agrégats.

⁴ Administration centrale. Pour le Liban, ces chiffres incluent les transferts vers la compagnie d'électricité.

⁵ Le solde budgétaire global comprend les transferts en faveur de la compagnie d'électricité NEPCO jusqu'à la fin 2014. À compter de 2015, les transferts ont été arrêtés.

⁶ Comprend les recettes pétrolières transférées vers le fonds pétrolier.

⁷ Comprend les dons.

⁸ Comprend les coûts de recapitalisation des banques et les paiements d'arriérés.